

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 4 - 6 février 1998

PROJETS D'INTERVENTION PROLONGÉE EN FAVEUR DE RÉFUGIÉS ET DE PERSONNES DÉPLACÉES SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Point 8 de l'ordre du
jour**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/98/8/1
11 décembre 1997
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET ANGOLA 5602.02

Aide alimentaire aux personnes déplacées et touchées par la guerre

Durée du projet	12 mois
Nombre de bénéficiaires	539 500
Coût total pour le PAM	52 066 043 dollars

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document contient des recommandations présentées au Conseil d'administration pour examen et approbation.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur du Bureau régional: M. Zejjari tel.: 6513-2201

Coordonnateur de programmes: G. Heymell tel.: 6513-2379

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 6513-2641).



GENERALITES

1. La “troisième guerre” d’Angola a duré de 1992 à novembre 1994, date de la signature du Protocole de Lusaka par les parties belligérantes. Le PAM a poursuivi ses opérations d’urgence durant l’immédiat après-guerre: en 1995, il a distribué 107 000 tonnes d’aide alimentaire à 1,5 million de bénéficiaires par le biais de l’opération d’urgence No 5298. La première phase de l’IPR, Angola 5602, approuvée en novembre 1995, a démarré en mars 1996 pour une période d’un an; elle prévoyait la distribution de 90 270 tonnes de produits alimentaires à 728 000 bénéficiaires environ par mois. L’élargissement du projet Angola 5602.01, approuvé en janvier 1997, prévoyait la distribution de 96 033 tonnes de produits alimentaires à une moyenne de 662 000 bénéficiaires par mois entre mars 1997 et février 1998.
2. Le projet Angola 5602.01 avait été conçu pour mettre en oeuvre des activités de réinstallation et de relèvement à mesure que la situation en Angola revenait à la normale, après la signature des accords de paix de Lusaka. Il était prévu qu’en juin-août 1997, le PAM fournirait des rations de survie à 150 000 personnes en cours de réinstallation et des rations vivres-contre-travail à près de 50 000 travailleurs employés à des projets de relèvement. L’on estimait que le nombre de personnes en phase de réinstallation assistées par le PAM devait passer à 190 000 d’ici à la fin de 1997. Le Programme devait fournir des produits complémentaires aux autres personnes déplacées et touchées par la guerre, ainsi que dans le cadre d’activités d’alimentation thérapeutique et complémentaire, et de réinsertion des soldats démobilisés.
3. Durant les premiers mois de 1997, les prévisions de l’IPR semblaient pouvoir se réaliser. Bien que la progression du processus de paix fut mal aisée, l’évolution générale semblait être favorable. Le 11 avril, un Gouvernement d’unité et de réconciliation nationale a été constitué à Luanda. Peu après, il a officiellement pris le contrôle de M’Banza Congo, capitale de la province du Zaïre - ce qui représentait une première étape importante vers la prise en main par l’administration publique des régions auparavant sous le contrôle de l’UNITA.
4. Malheureusement, immédiatement après, la situation a commencé à se dégrader. En mai, le Gouvernement zaïrois - pays voisin depuis longtemps favorable à l’UNITA - a été renversé. Les troupes de l’UNITA qui avaient trouvé refuge au Zaïre ont commencé à regagner l’Angola, et plus particulièrement les régions diamantifères situées au nord-est du pays. A Lunda Norte, le regain de tension entre les forces du gouvernement et celles de l’UNITA ont provoqué un exode massif de civils vers les grandes villes. L’insécurité a gagné une bande de territoire allant de la province d’Uige au nord à celle d’Huila au sud. Les marchés qui avaient permis de relancer les échanges entre les régions contrôlées par le gouvernement et par l’UNITA ont commencé à fermer, des restrictions croissantes ont été imposées à la libre circulation des personnes, et le processus d’élargissement de l’administration publique à tout le pays a été interrompu.
5. Compte tenu des circonstances, nombre des activités d’aide alimentaire prévues pour 1997 n’ont jamais réellement démarré. La plupart des personnes déplacées et des réfugiés ont décidé de ne pas rentrer chez eux. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont commencé à mettre un frein aux activités de relèvement et le gouvernement, affaibli par d’autres préoccupations, n’est pas parvenu à mobiliser l’élan nécessaire pour encourager le relèvement. D’une manière générale, le programme du PAM et de ses partenaires s’est déroulé au ralenti.



EVALUATION DE LA SITUATION

6. Les activités du PAM en Angola s'inscrivent dans le cadre du schéma de stratégie de pays présenté au Conseil d'administration en mai 1997, lequel constatait "qu'il ne serait guère possible d'appuyer un projet de développement tel qu'on l'entend d'ordinaire" avant 1999 au plus tôt, et que la nature et le rythme de l'évolution de la situation dans le pays restaient très incertains. Il était donc prévu que, durant cette période, le PAM continuerait de mobiliser les ressources de la plupart de ses activités par le biais d'IPR, qui offrent une structure plus souple¹.
7. La suite des événements jusqu'en octobre 1997 (date de la rédaction de la présente IPR) ayant montré que la situation était encore plus instable qu'on ne l'avait envisagé, il est extrêmement difficile de prévoir comment celle-ci évoluera durant la période d'exécution de l'IPR, de mars 1998 à février 1999. Aux fins du présent exercice, l'on est parti du principe que le programme de réinstallation et de relèvement qui devait être originellement exécuté en 1997-98 serait effectivement mis en oeuvre en 1998-99.
8. Pour évaluer la situation susceptible de prévaloir en Angola en 1998-99, le PAM a misé sur plusieurs sources d'information, parmi lesquelles:
 - a) le rapport de la mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire qui s'est rendue en Angola en mai 1997;
 - b) des ONG et des ministères du Gouvernement d'unité et de réconciliation nationale partenaires du PAM, avec lesquels il a tenu des consultations périodiques à Luanda (à l'occasion de réunions de coordination de l'aide alimentaire et autres) et sur le terrain;
 - c) les rapports des responsables et des surveillants de l'aide alimentaire des 10 bureaux auxiliaires du PAM en Angola; et
 - d) les comptes rendus des ateliers qui ont réuni en août et en octobre 1997 le personnel du PAM en poste à Luanda et sur le terrain, afin de faire le point de la situation dans le pays ainsi que des réponses apportées par le PAM.
9. Le rapport de la mission d'évaluation FAO/PAM à laquelle ont participé des observateurs de USAID, de l'Union européenne, de l'Unité régionale d'alerte rapide de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et de plusieurs ONG a constitué le point de départ de cette évaluation. La mission concluait que "malgré une reprise graduelle de la production vivrière ces dernières années, celle-ci était encore loin de pouvoir répondre aux besoins et que le ratio d'autosuffisance du pays demeurait nettement en deçà du seuil des 50 pour cent"². Cela signifie que pour la période allant d'avril 1997 à mars 1998, 252 000 tonnes de céréales, ainsi que d'autres produits d'égale importance, devront être fournies sous forme d'aide alimentaire³.
10. Il semble peu probable que la production de 1997/98 soit nettement supérieure à celle des autres années, en raison notamment de l'atmosphère d'insécurité qui continue de régner dans le pays. En effet, même si le pays n'est pas en situation de guerre à proprement parler,

¹ PAM, "Angola - SSP" (Doc. WFP/EB.2R/97/3/Add.1), 17 avril 1997, paragraphe 35.

² FAO/PAM, "Rapport spécial: Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire en Angola, mai 1997", page 12.

³ La mission a estimé que 128 000 tonnes de céréales pourraient être fournies sous forme d'aide alimentaire d'urgence et 124 000 tonnes sous forme d'aide alimentaire programme.



il est probable que des activités telles que la préparation du terrain, la distribution des semences et des outils et la plantation des cultures aient été pour le moins quelque peu perturbées durant les mois de septembre et d'octobre 1997, cruciaux pour la production agricole. Un second facteur, météorologique celui-ci, peut également affecter la production: selon l'Unité régionale d'alerte rapide de la SADCC à Harare, les précipitations en 1997/98 pourraient être inférieures à la normale dans toute l'Afrique australe y compris en Angola, en raison du phénomène climatique de El Niño.

11. Compte tenu des circonstances, il semble prudent d'envisager une production agricole faible pour 1997/98. Il semble également approprié de prévoir une aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire qui continueront de souffrir des perturbations de la production agricole, des restrictions imposées aux marchés commerciaux qui les empêchent d'acheter de la nourriture et de l'absence d'emploi due à la faiblesse de l'activité économique.

REPONSE DU GOUVERNEMENT

12. Les politiques du gouvernement restent celles définies lors de la Table ronde qui s'est tenue à Bruxelles en septembre 1995 pour analyser la stratégie de développement de l'Angola et les besoins financiers de ce pays pendant l'après-guerre. Comme point de départ aux discussions, le gouvernement avait présenté à cette occasion un "Programme de relèvement communautaire et de réconciliation nationale", préparé avec l'aide du PNUD, qui établissait les grandes priorités du gouvernement dans l'immédiat, à savoir:
- a) "réorganisation des capacités de production" (notamment dans le domaine de l'agriculture);
 - b) "mise en valeur des ressources humaines [et] rétablissement des services de base (éducation et santé)"; et
 - c) "remise en état de l'infrastructure économique, essentiellement ponts et routes rurales"¹.
13. Ces priorités ont également été réaffirmées à l'occasion d'un séminaire de trois jours qui s'est tenu en avril 1997 sur le thème "Options pour le relèvement et le développement du secteur agricole". Les participants à ce séminaire, parrainé par le Ministère de l'agriculture et du développement rural, avec l'aide technique de la FAO, ont examiné des recommandations portant sur toute une série de questions: gestion macro-économique, sécurité alimentaire, réactivation de l'économie rurale, réformes juridiques et institutionnelles et problèmes écologiques.
14. Malheureusement, la marge de manoeuvre du gouvernement - dans ces domaines et dans d'autres aussi importants - reste limitée. Les préoccupations que suscite la sécurité ont détourné l'attention et les ressources des secteurs sociaux et productifs. Tant que la situation ne sera pas stabilisée et que le processus de paix ne sera pas fermement ancré, le PAM et les autres donateurs devront continuer de fournir d'importantes quantités d'aide alimentaire et financière pour aider les couches démunies de la population. Le gouvernement a spécifiquement demandé au PAM de reconduire son aide alimentaire durant la période 1998-99.

¹ République d'Angola, "Table ronde des bailleurs de fonds - Résumé: Programme de relèvement communautaire et de réconciliation nationale", Luanda, 1995, page 11.



BENEFICIAIRES ET TYPES D'ACTIVITES

15. La mission conjointe FAO/PAM qui s'est rendue en Angola en mai 1997 a également estimé le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire humanitaire. Leur nombre sera périodiquement ajusté à l'occasion de consultations au sein du Groupe national de coordination de l'aide alimentaire et de missions d'évaluation conjointes qui seront effectuées par les bureaux de pays. Sauf conflit armé grave en 1998-99, le PAM devrait pouvoir mettre en oeuvre durant cette période les activités de réinstallation et de relèvement prévues originellement pour 1997-98. Toutefois, les estimations du nombre des bénéficiaires dans chaque catégorie d'activité ont été révisées à la baisse en fonction de l'évolution de la situation, à savoir:
- a) réduction du nombre des personnes qui restent déplacées, car l'on suppose que certaines auront trouvé d'autres moyens de subsistance;
 - b) diminution du nombre des rapatriés devant se réinstaller, compte tenu de la diminution par le HCR des chiffres de planification et des retards enregistrés dans le processus de réconciliation nationale en 1997;
 - c) réduction du nombre des bénéficiaires des activités d'alimentation en institution puisque la composante des repas servis aux garderies ne relève plus de cette catégorie¹; et
 - d) diminution des quantités prévues pour la réinsertion des soldats démobilisés, puisque ce volet devrait être terminé d'ici mars 1998.
16. En principe, le nombre de personnes recevant des rations vivres-contre-travail dans le cadre de projets de relèvement devrait être analogue à celui originellement prévu pour 1997-98.
17. Compte tenu de ce qui précède, le nombre des bénéficiaires recevant une aide du PAM durant la période allant de mars 1998 à février 1999 sera le suivant:

¹ Les repas sont servis dans le cadre d'un nouveau projet d'action rapide.



NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES, PAR CATÉGORIE, RECEVANT UN APPUI DE L'ENSEMBLE DES DONATEURS ET DU PAM, 1998-99

	Groupes vulnérables						Total
	PDI	Réinstallation	Relèvement (VCT)	Alimentation en institution	Alimentation thérapeutique	Réinsertion des soldats démobilisés	
Nombre moyen de bénéficiaires (total)	200 000	200 000	300 000	155 000	9 750	37 500	902 2
Nombre moyen de bénéficiaires (PAM)	70 0	125 000	200 000	100 000	7 000	37 500	539 5
Nombre de bénéficiaires par trimestre							
Mars-mai 1998							
Ensemble donateurs	300 0	130 000	350 000	140 000	9 000	75 000	
PAM	90 0	55 000	233 333	80 000	6 000	75 000	
Juin-août 1998							
Ensemble donateurs	200 0	190 000	350 000	140 000	9 000	50 000	
PAM	70 0	135 000	233 333	80 000	6 000	50 000	
Sept.-nov. 1998							
Ensemble donateurs	150 0	240 000	250 000	140 000	9 000	25 000	
PAM	65 0	155 000	166 667	110 000	7 500	25 000	
Déc. 1998-févr. 1999							
Ensemble donateurs	150 0	240 000	250 000	200 000	12 000	0	
PAM	55 0	155 000	166 667	130 000	8 500	0	

* Soit 40 000 ouvriers recevant chacun une ration familiale pour cinq personnes.

18. En 1998-99, le PAM appuiera les principales activités suivantes:

Populations déplacées

19. Le PAM continuera de fournir des rations de subsistance aux personnes déplacées recensées par le gouvernement et par les ONG. La majorité des bénéficiaires de cette catégorie sont des femmes et des enfants. Le nombre de personnes déplacées devrait diminuer régulièrement au cours de 1998, à mesure qu'elles rentreront chez elles. Le PAM assistera environ 45 pour cent des personnes déplacées recevant une aide alimentaire. Les distributions seront en général effectuées par les ONG.

Réinstallation

20. Les personnes qui se réinstallent auront besoin de rations de subsistance pendant la période de reconstruction de leurs logements et des infrastructures communautaires, de préparation du terrain, de plantation des cultures et des récoltes. Le PAM fournira une aide alimentaire aux rapatriés en provenance de Zambie et de la République démocratique du



Congo ainsi qu'aux personnes déplacées qui se réinstalleront dans le pays. Les bénéficiaires seront en majorité composés d'enfants et de femmes, dont un grand nombre sont chefs de familles. Le PAM coordonne ses activités avec un grand nombre d'organismes dont le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'UNICEF, et les ONG qui effectuent la plupart des distributions alimentaires.

Relèvement

21. Dans le programme de relèvement des communautés établi par le gouvernement, la relance de la vie communautaire¹ passe d'abord par la remise en état des écoles, des dispensaires et des routes. Le PAM fournira des rations familiales à environ 40 000 ouvriers participant à ces projets, généralement gérés par des ONG ou des services gouvernementaux (chaque ouvrier recevant une ration familiale composée de cinq rations individuelles, ce sont 200 000 personnes qui bénéficieront directement des rations alimentaires). En 1998-99, les activités seront surtout axées sur la remise en état des routes de desserte et des ponts pour permettre aux personnes déplacées de revenir chez elles et pour relancer le commerce. L'aide du PAM couvrira environ les deux tiers des activités de remise en état appuyées par l'aide alimentaire de l'ensemble des donateurs. Conformément aux directives du PAM, au moins 25 pour cent des participants aux activités vivres-contre-travail seront des femmes. Les données fournies par le nouveau système d'établissement de rapports mis en place par le PAM en Angola permettront d'établir combien de femmes bénéficient directement des activités de remise en état et de suivre l'évolution.

Groupes vulnérables

22. Comme indiqué dans le schéma de stratégie établi par le PAM pour l'Angola, la guerre a eu des effets désastreux sur l'économie. Entre 1985 et 1995, la consommation par habitant a diminué de plus de 50 pour cent en termes réels et il est peu probable qu'elle ait repris depuis. Cette situation a touché dans une mesure disproportionnée les enfants, les mères, les orphelins, les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies nécessitant un long traitement et d'autres groupes vulnérables. L'aide du PAM à ces groupes sera distribuée en milieu hospitalier, dans les dispensaires, ou dans d'autres institutions (un nouveau projet d'action rapide a été formulé qui prendra en charge l'aide destinée aux garderies, auparavant fournie dans le cadre du présent volet). En 1998-99, le PAM fournira une aide à environ 70 pour cent des bénéficiaires de l'aide de l'ensemble des donateurs.

Réinsertion des soldats démobilisés

23. Les soldats démobilisés qui retournent à la vie civile se voient attribuer divers types d'aide (paiements en espèces, aide alimentaire, formation professionnelle). Cette enveloppe a été mise au point par une commission conjointe présidée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et composée de représentants du gouvernement, de l'UNITA, d'organismes des Nations Unies ainsi que des observateurs du Portugal, de la Fédération de Russie et des Etats-Unis d'Amérique. Le PAM, pour sa part, fournit aux soldats démobilisés de l'UNITA et du gouvernement des rations alimentaires individuelles pendant une période de neuf mois.

¹ République d'Angola, "Table ronde des bailleurs de fonds - Résumé: Programme de relèvement communautaire et de réconciliation nationale", Luanda, 1995, pages 4, 15, 16.



VIABILITE DES ACTIVITES DU PROJET

24. Le PAM s'efforce actuellement d'améliorer le recensement des régions où sévit l'insécurité alimentaire et des groupes nécessitant une aide, et d'évaluer le bien-fondé de l'aide alimentaire comme type d'assistance¹. Il est assisté dans sa tâche par une Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV), créée au sein du bureau de pays en janvier 1997. L'Unité s'est employée à établir une base de données et des procédures ACV pour développer et exploiter l'information; au plan opérationnel elle a, entre autres, utilisé des données satellites pour déterminer les régions susceptibles de requérir une aide alimentaire, vu l'irrégularité des précipitations au début de 1997.
25. Le PAM affine également les procédures de sélection des activités qu'il entend appuyer. Il a procédé à une évaluation initiale de la viabilité de plusieurs activités, qui a servi de point de départ aux discussions qui ont eu lieu lors des ateliers organisés en août et octobre 1997 avec les responsables des bureaux auxiliaires. Les objectifs étaient les suivants: a) définir clairement les critères de sélection des activités; et b) dispenser une formation pour que les activités susceptibles de bénéficier de l'appui du PAM soient sélectionnées en fonction de ces critères.
26. Parmi les critères socio-économiques de viabilité du projet, les questions touchant la problématique hommes-femmes se sont vues accorder une attention particulière, conformément au "Plan de travail du bureau du PAM en Angola pour 1997-98 concernant la mise en oeuvre des engagements du PAM en faveur des femmes". Des spécialistes de ces questions travaillant pour deux ONG locales ont participé à l'atelier organisé en octobre 1997 à l'intention des responsables des bureaux auxiliaires pour passer en revue les outils à disposition dans le domaine de l'analyse des sexospécificités. Les nouvelles procédures d'établissement de rapports, élaborées au cours de la même période (voir section suivante), prévoient de tenir compte de la problématique hommes-femmes lors de l'élaboration des projets et de collecter des informations ventilées par sexe lors du suivi et de l'évaluation des activités. Les engagements du PAM en faveur des femmes ont été rappelés lors d'une réunion d'information sur les nouvelles procédures qui s'est tenue avec les partenaires du PAM, en particulier les organismes gouvernementaux et les ONG². La lettre d'accord qui doit être signée par le gouvernement et le PAM après l'approbation par le Conseil d'administration de la présente IPR fera mention des engagements du PAM en faveur des femmes et de la participation de celles-ci aux activités soutenues par le PAM, aussi bien en tant que bénéficiaires qu'en tant que décideurs au sein des comités locaux et nationaux responsables de l'allocation et de la distribution de l'aide alimentaire. L'objectif du PAM est d'assurer que 50 pour cent des bénéficiaires et des membres des comités sont des femmes.

¹ Comme recommandé par la mission d'évaluation PAM/ONG/FICR qui s'est rendue en Angola en octobre/novembre 1996 pour analyser les opérations conjointes de secours et consécutives à l'urgence. Le rapport de la mission a été présenté au Conseil d'administration en octobre 1997.

² Conformément à l'engagement pris par le PAM d'augmenter le nombre des femmes en poste sur le terrain, le bureau du Programme en Angola a recruté en 1997 trois surveillantes de l'aide alimentaire et deux femmes responsables de bureaux auxiliaires.



STRATEGIE D'EXECUTION

27. Le Ministère des affaires sociales et de la réinsertion (MINARS) est le principal interlocuteur du PAM au sein du Gouvernement angolais. Outre la coordination d'ensemble, le MINARS est chargé du recensement des personnes déplacées, de la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que de la reprise des services sociaux dans les zones rurales. Le PAM travaille avec d'autres ministères dans des domaines tels que l'éducation et la santé.
28. Compte tenu des très faibles crédits dont dispose le gouvernement pour les opérations de relèvement et les services sociaux, la plupart des activités appuyées par le PAM sont exécutées par des ONG. Lors des ateliers de 1997 organisés pour les responsables des bureaux auxiliaires, l'on s'est attaché à trouver des moyens pour renforcer ces partenariats et les rendre plus efficaces. Il a notamment été recommandé d'affiner les contrats entre le PAM et les ONG afin de clarifier les objectifs des activités réalisées ainsi que les responsabilités de chacun des partenaires. Ces contrats sont d'ordinaire établis par le personnel des 10 bureaux auxiliaires du PAM qui veillent à leur bonne application.
29. Beaucoup d'importance a été accordée aux besoins d'améliorer les rapports sur les activités bénéficiant de l'aide du PAM. Ils ont fait l'objet d'une des recommandations prioritaires de la mission PAM/ONG/FICR de 1996 qui a passé en revue les opérations conjointes de secours et de relèvement après l'urgence. En septembre-octobre 1997, le conseiller du PAM en suivi et évaluation s'est rendu en Angola pour améliorer le système d'établissement des rapports; il doit y introduire des indicateurs de progrès ventilés par sexe, établir des modèles de collecte des données et des procédures pour la transmission et le regroupement d'informations sous une forme qui soit utilisable. Les indicateurs de performance seront établis à partir des données sur la distribution et sur les réalisations matérielles, ainsi que des données sur le nombre des femmes bénéficiaires directs et de celles participant à la gestion et à la distribution des produits. Le personnel a reçu une formation initiale sur l'application du système lors de l'atelier d'octobre 1997. Une réunion regroupant tous les principaux partenaires (gouvernement, ONG) s'est tenue peu après, au cours de laquelle les modalités du nouveau système d'établissement de rapports et de reddition des comptes ont été discutées.
30. Le PAM continue de transporter les vivres dans tout le pays, jusqu'aux points de livraison avancés, pour un coût moyen de 219 dollars par tonne. Ce chiffre a été calculé par une mission d'examen du TTEM (transport terrestre, entreposage et manutention) organisée par la Division du transport et de la logistique en septembre 1997. Les coûts restent élevés en dépit des mesures prises par le PAM pour les comprimer, à savoir:
 - a) négocier une réduction des taxes portuaires et une subvention pour le gazole nécessaire au transport routier analogue à la subvention accordée par le gouvernement pour le kérosène des jets A-1; b) stationner les avions dans des centres de transport tels que Saurimo et Menongue afin de raccourcir les trajets.
31. Les donateurs d'aide alimentaire ayant concentré leurs efforts sur les régions les plus accessibles du pays, le PAM est responsable de la livraison d'une quantité disproportionnée de vivres dans les régions les plus éloignées et les plus difficiles d'accès. Plus de 13 000 tonnes de vivres devront être livrées dans la province orientale de Moxico et 4 800 tonnes dans la région de Cuando Cubango au sud-est de l'Angola. Dans ces deux cas, les livraisons doivent se faire par avion, pour un coût très élevé qui relève sensiblement le taux moyen de TTEM. Toutefois, compte tenu des distances à parcourir, du



mauvais état des routes et des problèmes incessants d'insécurité, le transport par route jusqu'à ces destinations serait tout aussi onéreux, sinon plus.

RATIONS ET BESOINS ALIMENTAIRES

32. La composition et la taille des rations figurent au tableau ci-dessous. Les personnes déplacées, ou qui se réinstallent, les victimes de la guerre et les soldats démobilisés ne recevront pas de rations de subsistance entières car nombre d'entre eux devraient être en mesure de satisfaire une partie de leurs besoins alimentaires par d'autres moyens. La valeur marchande des rations VCT distribuées aux ouvriers des projets de relèvement est légèrement inférieure aux salaires en vigueur. Cela s'explique par le fait que nombre de ces activités sont des projets des communautés locales auxquelles les ouvriers sont censés offrir une partie de leur travail. Les rations figurant sous la rubrique "alimentation en institutions" représentent une moyenne des rations distribuées aux différentes catégories de bénéficiaires: patients soumis à un long traitement médical, enfants des orphelinats, etc. Dans le cas de l'alimentation thérapeutique, la contribution du PAM vient compléter les vivres fournis par d'autres donateurs.

COMPOSITION DES RATIONS, PAR CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES (en grammes)

Produits	PDI	Réinstallation	Relèvement (VCT)	Alimentation des groupes vulnérables		Réinsertion des soldats démobilisés
				Alimentation en institutions	Alimentation thérapeutique	
Maïs	333	333	400	300		300
Haricots	40	40	40	40		40
Huile	25	25	25	25	20	25
Mélange maïs-soja				100	200	
Sucre				10	10	
Sel	5	5	5	5		5

33. En multipliant le nombre de bénéficiaires par les rations indiquées ci-dessus, l'on peut estimer les quantités de vivres nécessaires pour la période allant de mars 1998 à février 1999 comme suit:



**BESOINS ALIMENTAIRES, PAR CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES
(ENSEMBLE DES DONATEURS ET PAM) (en tonnes)**

Produits	PDI	Réinstallation	Relèvement (VCT)	Alimentation des groupes vulnérables		Réinsertion des soldats démobilisés	Total
				Alimentation en institutions	Alimentation thérapeutique		
Total des besoins alimentaires							
Maïs	23 971	23 976	36 000	16 740	0	4 050	104 741
Haricots	2 881	2 880	3 600	2 232	0	540	12 133
Huile	1 801	1 800	2 250	1 395	70	338	7 654
Mélange maïs-soja	0	0	0	5 580	702	0	6 282
Sucre	0	0	0	558	35	0	593
Sel	360	360	450	279	0	68	1 517
Total	29 011	29 016	42 300	26 784	807	4 995	132 911
Besoins alimentaires à pouvoir par le PAM							
Maïs	8 391	14 985	24 000	10 800	0	4 050	62 226
Haricots	1 001	1 800	2 400	1 440	0	540	7 181
Huile	630	1 125	1 500	900	50	338	4 543
Mélange maïs-soja	0	0	0	3 600	504	0	4 104
Sucre	0	0	0	360	25	0	385
Sel	126	225	300	180	0	68	899
Total	10 151	18 135	28 200	17 280	580	4 995	79 341

COÛTS DU PROJET

34. Les coûts du projet, dont la ventilation figure aux annexes I et II, sont estimés à 52 066 043 dollars.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

35. Le projet est recommandé à l'approbation du Conseil d'administration.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires			
- Maïs	62 227	162	10 090
- Haricots	7 188	449	3 220
- Huile	4 543	847	3 840
- Mélange maïs-soja	4 104	373	1 530
- Sucre	385	350	134 750
- Sel	899	150	134 850
Total produits alimentaires	79 346		18 970
Transport extérieur	72		5 710
TIEM	219		17 370
Total partiel, coûts opérationnels directs			42 060
B. Coûts de soutien directs (voir détails à l'annexe II)			6 540
Total des coûts directs			48 610
C. Coûts de soutien indirects (7,1 pour cent du total des coûts directs)			3 450
COÛT TOTAL DU PROJET			52 060
Coût pour le PAM en pourcentage du coût total du projet: 60 pour cent			



ANNEXE II

SOUTIEN DIRECT NÉCESSAIRE (dollars)
--

Dépenses de personnel	
Personnel international	2 000 000
Consultants internationaux et contrats de louage de services	70 000 000
Personnel local et temporaire	1 800 000
Total partiel	4 000 000
Voyages et indemnités journalières de subsistance	
Déplacements internationaux	40 000 000
Déplacements intérieurs	180 000 000
Total partiel	220 000 000
Dépenses de bureau	
Location des locaux	270 000 000
Services collectifs	5 000 000
Communications	180 000 000
Fournitures de bureau	150 000 000
Réparation et entretien du matériel	50 000 000
Total partiel	655 000 000
Véhicules	
Entretien	200 000 000
Carburant	50 000 000
Total partiel	250 000 000
Matériel	
Matériel de communication	120 000 000
Véhicules	360 000 000
Équipement informatique	365 000 000
Total partiel	845 000 000
Articles non alimentaires	
Coûts de meunerie	300 000 000
Total partiel	300 000 000
Divers	
Information du public (voyages compris)	10 000 000
Formation	35 000 000
Journaux et périodiques	2 000 000
Sécurité	198 000 000
TOTAL DES COÛTS DE SOUTIEN DIRECTS	6 500 000 000

